

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 28 Août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BERZECKI

Allée Monge
ZI n 2
60000 Beauvais

Références : IC-R/0320/23-ED/SA
Code AIOT : 0005100907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement BEREZECKI implanté Allée Monge ZI n° 2 60000 Beauvais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEREZECKI
- Allée Monge ZI n° 2 60000 Beauvais
- Code AIOT : 0005100907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BEREZECKI SA à BEAUVAIS est spécialisée dans le traitement de surface à façon de pièces en acier, fonte, laiton destinées essentiellement à l'industrie automobile (70%).

Les activités de la société BEREZECKI sont encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire du 27/04/2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/05/2022,
- Émissions atmosphériques et aqueuses.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Respect des VLE dans l'air	Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 3.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consommation d'eau	AP Complémentaire du 27/04/2018, article 4.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Autosurveillance des rejets atmosphériques - Fréquence	AP Complémentaire du 27/04/2018, article 10.2.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Respect des VLE dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 4.3.9.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/05/2022, l'exploitant s'est remis en conformité concernant l'autosurveillance de ses rejets dans l'air en faisant réaliser des mesures sur tous les conduits reliés à des installations en fonctionnement.

Il est cependant à noter que des dépassements des valeurs limites d'émissions ont été relevés sur 3 conduits ce qui constitue une non-conformité.

Il est donc proposé à la préfète de mettre en demeure la société de corriger cette conformité et de transmettre de nouveaux résultats de mesure indiquant un retour à la conformité sur ces 3 conduits.

Il est également à noter que, suite à l'arrêté de mise en demeure du 13/05/2022 demandant de démontrer le respect de la quantité d'eau utilisée par m² et par fonction de rinçage, l'exploitant a déposé un porter à connaissance dans le but d'augmenter ce facteur de consommation de 4,1 l/m² par fonction de rinçage à 6 l/m² par fonction de rinçage.

Au vu des éléments du dossier, il est proposé de répondre favorablement à cette demande. Un projet d'arrêté préfectoral modifiant ce facteur et un projet d'arrêté préfectoral abrogeant la mise en demeure du 13/05/2022 sont annexés au rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/04/2018, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 13/08/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, ou hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : 32 300 m³/an prélevés sur le réseau public de la ville de Beauvais.</p> <p>La quantité d'eau utilisée par fonction de rinçage est 4,1 l/m² de surface traitée.</p>
Constats : <p><u>Constats de l'inspection du 08/03/2022 :</u></p> <p>Il avait été constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier du respect de la valeur limite de la quantité d'eau utilisée par fonction de rinçage.</p> <p>Par arrêté préfectoral du 13/05/2022, l'exploitant avait été mis en demeure de fournir les éléments attestant que la quantité d'eau utilisée par fonction de rinçage était inférieure ou égale à 4,1 l/m² de surface traitée.</p> <p><u>Constats de l'inspection du 25/07/2023 :</u></p> <p>La consultation des données de consommation déclarées sous GEREPA montre que la consommation maximale prescrite est respectée :</p> <p>2019 : 24 503 m³ – 2020 : 19 856 m³ - 2021 : 22 942 m³ - 2022 : 22 410 m³.</p> <p>Il a également été constaté qu'un relevé journalier du dispositif de mesure totalisateur était effectué sur un registre papier. L'exploitant a indiqué qu'il serait prochainement informatisé.</p> <p>Concernant la consommation d'eau par m² de surface traitée par fonction de rinçage, par courrier du 01/08/2023, l'exploitant a expliqué que la valeur de 4,1 l/m² par fonction de rinçage indiquée dans l'arrêté préfectoral du 27/04/2018 était reprise du dossier de demande d'autorisation de 2010. Cette valeur calculée dans le dossier était une valeur moyenne et avait pour but de démontrer que la valeur des 8 l/m² par fonction de rinçage prescrite par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 était respectée. Il ajoute que cette valeur n'est pas atteignable en tout temps et propose d'indiquer une valeur de 6 l/m² par fonction de rinçage qui, elle, est une valeur maximale et qui a été déterminée à partir des quantités d'eau</p>

<p>utilisées par fonction de rinçage sur la période représentative de février à début juillet 2023. Il indique également que cette demande de modification ne remet pas en cause la valeur de prélèvement en eau actuellement autorisée.</p> <p>Au vu de ces éléments, il peut être considéré que cette demande de modification n'est pas substantielle. Elle doit cependant être intégrée à l'arrêté préfectoral. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est annexé au rapport d'inspection.</p> <p>Les dispositions sur lesquelles étaient fondées le 1er alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/05/2022 n'étant plus applicables suite à cette modification, il est proposé d'abroger l'arrêté de mise en demeure sur ce point. Un projet d'arrêté préfectoral d'abrogation de cette mise en demeure est annexé au rapport d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Autosurveillance des rejets atmosphériques - Fréquence

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/04/2018, article 10.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques - Fréquence
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 13/08/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures portent sur les rejets identifiés à l'article 3.2.2 :</p> <p>[...] Fréquence a minima annuelle</p> <p>[...] L'autosurveillance est un contrôle différent des contrôles inopinés qui peuvent être diligentés par l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de l'inspection du 25/05/2022 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, il avait été constaté qu'aucune autosurveillance des rejets atmosphériques n'avait été réalisée. L'exploitant avait indiqué qu'une campagne de mesures était prévue au mois de juillet 2022.</p> <p>Par arrêté préfectoral du 13/05/2022, l'exploitant avait été mis en demeure de réaliser un contrôle de ses rejets atmosphériques.</p> <p><u>Constats de l'inspection du 25/07/2023 :</u></p> <p>L'exploitant a fait réaliser des mesures par la société Coélys en 2022 et a transmis les rapports de mesures relatifs aux conduits 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 13, 14, 15 et 17. L'exploitant a indiqué que les équipements reliés aux conduits 9, 10, 11, 12, 16 et 18 étaient en sommeil depuis plusieurs années. L'exploitant s'est donc remis en conformité vis-vis de la réalisation des mesures des rejets atmosphériques. Un arrêté préfectoral d'abrogation de la mise en demeure sur ce point est annexé au rapport d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Respect des VLE dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 3.2.3							
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE dans l'air							
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet							
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ou gaz humide pour les équipements de séchage), - à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous. <p>On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Les concentrations de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p>							
N° conduit	Cr total en mg/Nm ³	H+ en mg/Nm ³	OH- en mg/Nm ³	COV * en mg/Nm ³	Poussières en mg/Nm ³	NOx en mg/Nm ³	SOx en mg/Nm ³
1	0,003	0,5	10				
2	0,003	0,5	10				
3			10				
4			10				
5			10				
6			10				
7		0,5					
8	0,003						
9					150		
10					150		
11					150		
12					150		
13					150		
14					150		
15				100	40	200	100
16					40	200	100
17					40	200	100
18					40	200	100
<p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions</p>							

contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures .

Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Constats :

Les mesures réalisées dans le cadre de l'autosurveillance ont révélé les non conformités suivantes :

- conduit n°1 : non conformité pour le paramètre H+ (5,31 mg/Nm³ pour une VLE à 0,5 mg/Nm³) et Cr (5,6 µg/Nm³ pour une VLE à 3 µg/Nm³) : cf. rapport R-22-1-038 de Coélys du 22/12/2022.
- conduit n°2 : non conformité pour le paramètre H+ (1,92 mg/Nm³ pour une VLE à 0,5 mg/Nm³) et Cr (1092 µg/Nm³ pour une VLE à 3 µg/Nm³) : cf. rapport R-22-1-038 de Coélys du 22/12/2022.
- conduit n°8 : non conformité pour le paramètre Cr (11,2 microg/Nm³ pour une VLE à 3 microg/Nm³) : cf. rapport R-22-1-038 de Coélys du 22/12/2022.

Un contrôle inopiné a eu lieu le 14/03/2023 sur les conduits 2 et 15. Celui-ci indique une valeur mesurée en chrome de 574 µg/Nm³ pour une VLE à 3 µg/Nm³.

Par mail du 03/07/2023, l'exploitant a indiqué que, d'après ces analyses, les dépassements constatés étaient dûs à l'aspiration d'une mousse qui se formait ponctuellement dans certains bains. La diminution de l'aspiration permet de diminuer le phénomène et donc les émissions.

Non conformité n°1 : l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites d'émissions imposées par son arrêté préfectoral pour :

- le conduit n°1 sur les paramètres H+ et chrome,
- le conduit n°2 sur les paramètres H+ et chrome,
- le conduit n°8 sur le paramètre chrome.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point est annexé au rapport d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Respect des VLE dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 4.3.9.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE dans l'eau		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)		
Débit de référence		Rejet n°1
Maximal journalier en m3/j		240
Paramètre	Concentration maximale (en mg/l)	Flux moyen (en kg/j)
MES	30	7,2
DCO	300	72
P	10	2,4
Nitrites	20	4,8
Zn	3	0,72
Fe	5	1,2
Cr III	2	0,48
Aucune eau issue des bains de traitement de surface ne doit être rejetée dans le milieu naturel. Les eaux des bains sont traitées dans les conditions prévues au titre 5.		
Constats : Un contrôle inopiné des émissions dans l'eau a été réalisé du 21/03/2023 au 22/03/2023 sur le site. Celui-ci indique une non conformité pour la concentration en zinc mesurée qui est de 7 580 µg/l pour une VLE de 3 000 µg/l. Par mail du 03/07/2023, l'exploitant a indiqué avoir œuvré conjointement avec une division de son formulateur McDERMID ENTHONE afin de définir un plan d'amélioration concernant le paramètre Zn en rejet final. A la suite de la caractérisation sur plusieurs jours des effluents, l'exploitant a décidé d'ajouter, depuis le mois de juin, un précipitant métallique au niveau de sa station de traitement des eaux afin de réduire la concentration de zinc. L'exploitant a également transmis une facture du 06/07/2023 concernant l'achat de ce précipitant métallique. D'après les déclarations GIDAF, les valeurs mesurées pour le zinc ne dépassent pas la valeur limite d'émission imposée par l'arrêté préfectoral du 27/04/2018 depuis l'adjonction de ce précipitant métallique.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		